

Nœud gordien ou rocher de Sisyphe ?

Le conflit du Haut-Karabagh dans les stratégies des chefs d'Etat de l'Arménie postsoviétique

Taline PAPAZIAN

Détonateur majeur des mouvements nationaux dans l'URSS gorbatchévienne en 1988-1989¹, pierre d'achoppement de la politique des autorités centrales de 1989 à 1991, puis seul conflit international de l'ancien espace soviétique, opposant l'Azerbaïdjan à l'Arménie par le truchement de l'Etat autoproclamé du Haut-Karabagh, ce conflit tient une place particulière parmi ceux qui ont agité l'URSS avant son effondrement et jusqu'au cessez-le-feu de 1994. Mettant à profit les possibilités offertes par la perestroïka et la glasnost, activistes arméniens au Haut-Karabagh et en Arménie font, au début de février 1988, ressurgir le différend sur le rattachement de cette enclave peuplée majoritairement d'Arméniens, au statut de région autonome en Azerbaïdjan, qui avait déjà opposé Arméniens et Azéris avant la soviétisation de la Transcaucasie en 1921².

Depuis 1988, date du début du mouvement pour le Karabagh en Arménie, la question du Karabagh a connu une série de transformations : moteur du mouvement national démocratique arménien de 1988 à 1991, elle est ensuite devenue un conflit militaire entre deux Etats indépendants – l'Arménie et l'Azerbaïdjan – de 1992 à 1994, avant de (re)devenir une question en attente de règlement politique. Le conflit du Haut-Karabagh fait partie de ces conflits du Caucase du Sud que l'on qualifie volontiers de « gelés », mais dont la courte guerre de l'été 2008 entre la Géorgie et la Russie pour le contrôle de l'Ossétie du Sud a largement prouvé qu'ils pouvaient ne plus

¹ Pour une analyse de l'apparition des mouvements nationaux dans l'URSS gorbatchévienne, faisant intervenir les notions de cycles ou vagues de protestation et les effets ricochets des mouvements entre eux, voir M. BEISSINGER et L. HAJDA, *The Nationalities Factor in Soviet Politics and Society*, Boulder, Westview, 1990.

² Le Haut-Karabagh a été rattaché à la RSS d'Azerbaïdjan par une décision du Bureau caucasien aux nationalités, dirigé par Staline, en juillet 1921.

l'être. Pourtant le *statu quo* semble se maintenir au Haut-Karabagh : indépendance de fait, soutien militaire et financier de l'Arménie, engagement qui se veut volontariste dans les négociations avec l'Azerbaïdjan.

L'histoire politique de l'Arménie indépendante est profondément liée aux évolutions de la question du Karabagh. La généalogie des acteurs politiques de premier plan en est un symptôme flagrant, qui permet de suivre les transformations objectives et subjectives de la question depuis 1988. Trois présidents (et leurs ministres des Affaires étrangères) ont été impliqués dans les négociations sur le conflit : Levon Ter Petrossian, chef de file du « mouvement du Karabagh », le mouvement national arménien de 1988 à 1991, élu président en 1991, contraint de démissionner en 1998 pour ses choix sur la question du Karabagh ; Robert Kotcharian, ancien président de la république non reconnue, Premier ministre de l'Arménie en 1997, président de 1998 à 2008 ; Serge Sarkissian, ancien chef des forces d'autodéfense du Haut-Karabagh, titulaire successif de chaque ministère de force³ en Arménie à partir de 1993, Premier ministre en 2007, président d'Arménie depuis avril 2008. Alliés sur la question du Karabagh, puis rivaux pour l'accès à la présidence, leurs désaccords tactiques et idéologiques sur cette question ont dessiné le paysage politique arménien, selon des modalités qui ont changé d'une élection nationale à l'autre, de 1991 jusqu'à la plus récente, en 2008. Dans la mesure où, dans les deux premières décennies postsoviétiques, l'ascension à Erevan des figures politiques de premier plan lui est intrinsèquement liée, et où il détermine les évolutions politiques internes, le conflit non réglé est le nœud gordien du pouvoir politique. Tous les gouvernements successifs affirment qu'il est essentiel de résoudre ce contentieux qui pèse sur les capacités politiques et économiques de l'Arménie. Or les négociations toujours poursuivies n'ont jamais abouti ; le Haut-Karabagh est ainsi le rocher que des Sisyphe politiques roulent en haut de la montagne, mais qui retombe de tout son poids.

Sur le plan externe, – qui n'est pas notre propos – le conflit est source de contrainte, tandis que sur le plan interne, il est à la fois ressource et contrainte, en raison des attentes de l'opinion publique et des nécessités de légitimation politique. Les chefs d'Etat arméniens sont donc confrontés à un dilemme : institutionnellement et en pratique, le président – entouré de quelques individus, ministres ou conseillers – est responsable de la politique étrangère⁴, et donc du processus de négociations autour d'une question difficile à résoudre mais dont l'évolution, sur le plan interne, peut conforter ou, au contraire, déstabiliser son pouvoir. Autrement dit, il n'est pas évident de savoir si les chefs d'Etat arméniens ont intérêt à régler la question du Haut-Karabagh, pour autant qu'ils le puissent. D'un côté, ils peuvent considérer la situation de fait comme appelée à durer, par manque d'empressement ou en raison des ressources qu'elle fournit sur la scène interne ; de l'autre, la résolution du conflit

³ Institutions héritées de la période soviétique, les ministères de force désignent les ministères en charge de la sécurité intérieure et extérieure. Bien que leur composition soit variable, ils regroupent traditionnellement la Défense, la Sécurité (ex-KGB) et l'Intérieur.

⁴ L'ascendant souvent éprouvé que possède un décideur politique sur la détermination de la politique étrangère dans les petits Etats, et justifiant, par conséquent, une analyse par les élites, est explorée par J. HEY (éd.), *Small States in World Politics : Explaining Foreign Policy Behaviour*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 2003.

peut être vue comme une urgence dont dépend leur liberté de mouvement. En suivant les étapes de la transformation de la question du Haut-Karabagh depuis 1988, puis en analysant les oppositions publiques autour des possibilités de règlement et sa place dans les stratégies politiques, nous montrerons les oscillations entre ces deux positionnements. Responsables d'un règlement du conflit, les élites arméniennes construisent un discours qui reflète en partie leur positionnement, mais qui vise aussi à neutraliser les effets potentiellement négatifs de la question dans les jeux politiques, sans toutefois pouvoir – ou vouloir – s'en dégager.

1. Les transformations de la question du Haut-Karabagh depuis 1988

La vie politique de la République d'Arménie peut se lire à travers l'évolution de la question du Haut-Karabagh depuis 1988.

A. *La question du Haut-Karabagh, moteur du mouvement national démocratique en Arménie*

Le 20 février 1988, les députés du Soviet de la Région autonome du Haut-Karabagh adoptent une résolution en faveur du transfert de la région à la RSS d'Arménie, qui se heurte au refus du Soviet suprême d'Azerbaïdjan. L'arbitrage de Moscou, qui refuse la possibilité de changer les frontières administratives, a comme résultat de renforcer la vigueur du mouvement de masse en Arménie autour de la question du Haut-Karabagh, et de l'élargir à des préoccupations nationales et démocratiques. Entre 1988 et 1991, la question du Karabagh a joué un rôle moteur dans la réappropriation nationale et la lecture politique de toutes les autres questions environnementales, sociales, économiques ou culturelles. En retour, n'importe quel événement pouvait alors être lu à travers le prisme du Haut-Karabagh, rendant l'évolution du problème étroitement dépendante de la moindre altération des relations entre parties concernées.

La montée d'une perception sécuritaire de la question du rattachement du Haut-Karabagh à l'Arménie, dans l'année 1988, a amené les activistes arméniens du Comité Karabagh⁵ à mettre l'Etat souverain au cœur de leurs revendications. Cette première transformation a commencé au lendemain du pogrom anti-arménien de Soumgaït (Azerbaïdjan) des 26-28 février 1988⁶, échec criant d'un ordre soviétique perçu comme fondé sur la garantie de la sécurité du peuple arménien, au lendemain du génocide de 1915-1918. La question du Haut-Karabagh est devenue l'aiguillon

⁵ Groupe informel composé d'activistes originaires du Haut-Karabagh et de dissidents d'Arménie, le Comité Karabagh se charge dès le début de l'année 1988 de relayer les revendications du Haut-Karabagh en Arménie. Pour un exposé de l'évolution de la question du Haut-Karabagh au XX^e siècle et ses transformations avec le mouvement du Karabagh en Arménie, voir C. MOURADIAN, « La Question du Karabagh hier et aujourd'hui », *Les Temps Modernes*, 504-505-506, juillet-août-septembre 1988, p. 133-151.

⁶ Les 26, 27 et 28 février 1988, des pogroms anti-arméniens ont lieu à Soumgaït, cité industrielle à 25 km au nord-ouest de Bakou. Ces pogroms font trente-deux morts selon l'agence de presse TASS – un chiffre contesté – et provoquent la fuite des 6 000 survivants arméniens vers l'Arménie ou la Russie. La presse occidentale donne entre 100 et 300 morts. Les doutes sur le rôle de Moscou avant et pendant le déclenchement de ce pogrom, et ses conséquences sur les relations arméno-azéries en font un tournant pour le mouvement national en Arménie.

de la contestation de cet ordre politique par le Comité Karabagh, constitué en porte-parole des intérêts nationaux, dont le plus élémentaire est la sécurité. La demande de rattachement du Haut-Karabagh à l'Arménie, qui reposait sur un argumentaire historique, ethnique et culturel⁷, est désormais assortie d'une justification sécuritaire, qui croît avec la reprise de la violence au Haut-Karabagh, en Azerbaïdjan et en Arménie à partir de 1988⁸. Avec cette première transformation du conflit, la question politique du Haut-Karabagh réactualise la « question arménienne », et par là même les représentations nationales pré-soviétiques liées à la menace contre le peuple arménien⁹. A partir du mois de mai 1988, le Comité Karabagh renouvelé¹⁰ propose une tout autre lecture de l'histoire de la République éphémère de 1918-1920, mettant l'accent sur la tentative d'organiser un Etat indépendant, après plus de cinq siècles

⁷ Les revendications des Arméniens pour le rattachement du Haut-Karabagh à la RSS d'Arménie ont connu peu de répit durant la période soviétique. Face aux arguments économiques avancés par le pouvoir central dès 1921-1922 pour justifier l'intégration du Haut-Karabagh à l'Azerbaïdjan, les Arméniens répondaient par l'histoire passée et présente de la région et le droit à l'autodétermination défendu par Lénine.

⁸ Repérer un événement qui marquerait le début de la violence au Haut-Karabagh est une gageure. Le chercheur peut au mieux proposer des événements pour les effets qu'ils ont eus ou les lectures politiques qui en ont été faites. Le premier cas de violences intercommunautaires aux conséquences démographiques importantes a lieu à Khodjalou en septembre 1988, avec l'attaque d'un bus d'étudiants arméniens par des Azéris. Le soir même, des Arméniens de Stepanakert vont en découdre avec les Azéris de Khodjalou, et des coups de feu se font entendre toute la nuit. En conséquence, un chassé-croisé de populations a lieu entre Stepanakert et Chouchi – la deuxième ville du Haut-Karabagh – qui accentue l'homogénéité ethnique des deux villes, facilitant de futures opérations militaires. Cet épisode est également suivi du départ de la population azérie d'Arménie, tandis qu'un second pogrom anti-arménien à Kirovabad (actuelle Gandja), en novembre 1988, accélère le départ des Arméniens d'Azerbaïdjan, avant qu'un troisième à Bakou, en janvier 1990, juste après l'intervention de l'armée soviétique contre les militants du Front populaire d'Azerbaïdjan, ne porte l'exil à son comble. Au total, les 200 000 Azéris vivant en Arménie et les 300 000 Arméniens vivant en Azerbaïdjan (hors Haut-Karabagh) quittent leur pays sous la contrainte entre 1988 et 1990. Pour la ville de Khodjalou, c'est la première étape d'une géographie des violences réciproques : pendant la guerre du Haut-Karabagh, Khodjalou connaît un nettoyage ethnique par les forces *karabaghtsies* d'une partie de la population azérie (l'Azerbaïdjan parle de 613 victimes civiles), en février 1992. Cet événement, qui reste incomplètement éclairci, devient en tout cas une date clé dans l'idéologie politique et dans la propagande de guerre des autorités azerbaïdjanaises à partir de H. Aliev, l'Azerbaïdjan essayant notamment de faire reconnaître Khodjalou comme un acte de génocide.

⁹ Sous-ensemble de la question d'Orient au XIX^e siècle, la question arménienne, consistant d'abord à faire valoir les droits civiques et culturels des Arméniens dans l'Empire ottoman, s'est étendue, dans le dernier quart du siècle, aux droits politiques. Le génocide arménien de 1915, faisant disparaître la population arménienne de l'Anatolie orientale, a bouleversé le contenu de la question arménienne.

¹⁰ En mai 1988, un Comité Karabagh en partie renouvelé remplace les intellectuels en vue proches du pouvoir qui n'avaient pu résoudre le problème du Haut-Karabagh. Ce Comité, composé d'intellectuels audacieux et déterminés, compte parmi ses onze membres Vazguen Manoukian, professeur de mathématiques et Levon Ter Petrossian, philologue et historien.

de rupture¹¹. Les dirigeants du Comité Karabagh choisissent de ne pas absolutiser l'engagement aux côtés des *Karabaghtsis* pour des raisons de solidarité nationale, mais de mettre au cœur de leurs préoccupations les moyens de le soutenir. Selon le Comité Karabagh, la sécurité nationale ne peut être véritablement assurée que par les « propres forces » du peuple arménien, forces dont le support doit être un Etat, entendu comme une organisation autonome bénéficiant du soutien populaire et capable de défendre la population arménienne dispersée. Par cette lecture, qui constitue à bien des égards une rupture dans la pensée nationale arménienne, le Comité Karabagh fait de la question du Haut-Karabagh une étape dans l'histoire de l'avènement d'un Etat souverain et indépendant¹².

B. La militarisation du conflit

La question du Haut-Karabagh dégénère en conflit militaire avant l'effondrement de l'URSS, avec l'échec de l'intervention directe de Moscou sur le terrain. L'opération « Anneau » d'avril-mai 1991, qui porte la marque de l'influence croissante des conservateurs contre Gorbatchev à Moscou, annonce la systématisation de la violence : l'expulsion des habitants d'une vingtaine de villages arméniens du Haut-Karabagh par la 4^e armée soviétique, aidée des OMON azerbaïdjanais¹³ (unités spéciales du ministère de l'Intérieur) entraîne des opérations armées entre les forces d'autodéfense des *Karabaghtsis* et ces OMON. L'Arménie, qui envisage depuis août 1990 sa sortie de l'Union¹⁴, s'implique de plus en plus activement aux côtés des *Karabaghtsis* en organisant des bataillons armés sous son autorité. L'action de

¹¹ L'Etat de référence est non seulement éloigné dans le temps mais également dans l'espace, hors du berceau territorial des Arméniens : il s'agit du Royaume arménien de Cilicie (1045-1375, au sud-est du territoire de l'actuelle Turquie), dont le dernier roi a cherché refuge en France au XIV^e siècle. Etat refuge et transfuge, il ne constitue qu'un trait d'union imaginaire, mais néanmoins convoqué par les intellectuels, avec les Républiques d'Arménie de 1918-1920 et celle d'après 1991.

¹² Pour un aperçu de cette nouvelle pensée politique, les lecteurs intéressés pourront se reporter à G. LIBARIDIAN, *Armenia at the Crossroads : Democracy and Nationhood in the Postsoviet Era. Essays, Interviews and Speeches by the Leaders of the National Democratic Movement in Armenia*, Watertown, Blue Crane books, 1991. Ce recueil contient quelques-uns des textes clés de différentes personnalités du Mouvement national arménien traduits en anglais.

¹³ Le rôle de la 4^e armée a été contesté par Moscou. Les informations données ici proviennent des archives personnelles du président L. Ter Petrossian, qui expose les faits lors d'une conférence de presse (compte rendu dans *Hayastani Hanrabédoutiun* (République d'Arménie), 8 mai 1991) et de comptes rendus de plusieurs séances fermées au Soviet suprême (16 mai et 17 mai 1991). Il affirme que l'expulsion de Guetachen et Martounachen, pendant l'opération « Anneau » en avril, a fait plusieurs dizaines de victimes civiles. Alors que Gorbatchev explique les opérations par l'action d'éléments incontrôlés de l'armée et la nécessité de rétablir l'ordre, L. Ter Petrossian pense que recourir à la 4^e armée, où servent un nombre important de soldats azéris, au lieu de la 7^e armée, stationnée en Arménie, trahit les mauvaises intentions du Kremlin au Karabagh.

¹⁴ Le 4 août 1990, Levon Ter Petrossian, dirigeant du Mouvement national arménien (MNA), est élu président du Soviet suprême, qui adopte une déclaration sur l'indépendance le 23 août 1990. Le processus de sortie de l'Union de l'Arménie se veut conforme à la Constitution

Moscou qui, de l'avis du nouveau Soviet suprême, punit l'Arménie de sa défection à l'URSS, est interprétée comme une guerre non déclarée, mais nécessitant en retour une mobilisation diplomatique et militaire.

Accélérant le délitement du pouvoir central, le coup d'Etat avorté d'août 1991 précipite la fin de l'Union et donc la transformation du conflit en affrontement militaire entre Etats indépendants, ou aspirant à le devenir. L'Azerbaïdjan proclame son indépendance le 30 août 1991, tandis qu'en septembre, les Arméniens votent unanimement en faveur de l'indépendance¹⁵, et que le Haut-Karabagh adopte la sienne par référendum quelques jours plus tard¹⁶. Malgré le coût prévisible d'une guerre, en termes humains, économiques et énergétiques, le gouvernement de L. Ter Petrossian¹⁷ ne pouvait éviter de s'y engager, d'abord parce que la position du Haut-Karabagh, enclave séparée de l'Arménie par une bande de terre étroite, mettait en danger non seulement le territoire et les habitants de la région, mais aussi les frontières du nouvel Etat : durant la première année de guerre, le sud de l'Arménie subit des bombardements importants. A l'argumentaire fondé sur la solidarité ethnique et culturelle, qui renvoie à l'idée d'unité chère à toutes les mythologies nationales, – et peut-être encore plus à celles des nations dispersées – s'ajoute l'impératif sécuritaire. En outre, L. Ter Petrossian conçoit son rôle d'homme politique dans les termes d'une double dette symbolique : la première est celle de l'intellectuel engagé envers son peuple qu'il se doit de servir, la seconde est celle du peuple arménien envers les *Karabaghtsis*, qui ont donné son impulsion au mouvement d'indépendance. Enfin, sa légitimité s'est construite à l'époque sur son engagement en faveur du droit à l'autodétermination des *Karabaghtsis*, sous la forme d'un rattachement à l'Arménie jusqu'en 1991, de l'indépendance du Haut-Karabagh ensuite. Le Haut-Karabagh devient donc, au début de l'année 1992, le théâtre et un des acteurs d'une guerre lourde pour toutes les parties, à laquelle l'épuisement mutuel met un frein en juin 1994, sous la forme d'un cessez-le-feu tripartite, obtenu par médiation russe¹⁸.

soviétique, amendée par la loi sur la sécession d'avril 1990. L. Ter Petrossian est élu président de la République le 16 octobre 1991, avec 84 % des voix.

¹⁵ L'Arménie organise le 21 septembre 1991 un référendum sur l'indépendance, qui obtient 94,5 % de « oui ». Le 23 septembre, l'indépendance est officiellement proclamée.

¹⁶ Le Haut-Karabagh proclame son indépendance le 2 septembre 1991, puis organise un référendum le 10 décembre 1991, où 90 % des votants s'expriment en faveur de l'indépendance.

¹⁷ Parmi les dirigeants du Comité Karabagh, Levon Ter Petrossian occupe une place particulière : philologue et historien, il entre au Comité en mai, pressenti par Vazguen Manoukian en tant qu' intellectuel pragmatique, capable de porter le mouvement du Karabagh sur le long terme. Ter Petrossian contribue à élargir les objectifs politiques du mouvement, et nourrit son idéologie par une réflexion historique sur l'Etat et la nation arménienne, qu'il adapte aux nécessités politiques du moment.

¹⁸ Des tentatives du groupe de Minsk – chargé de la médiation au nom de la CSCE qui deviendra OSCE en 1994, voir note suivante – de la Russie et même de l'Iran, ont échoué entre 1991 et 1994, pour diverses raisons tenant aussi bien aux belligérants qu'aux médiateurs et tierces parties. Sur le plan de la médiation, la raison principale de ces échecs a été le manque de coordination, voire la rivalité entre médiateurs occidentaux et russes. Le protocole de Bichkek, établi le 12 mai 1994, est formalisé par la signature du cessez-le-feu le 6 juin. Les signataires

C. *Le cessez-le-feu de juin 1994, un nouveau statu quo ?*

Les discussions en vue d'un règlement négocié du conflit commencent à cette date, sous l'action conjuguée de l'OSCE (par l'intermédiaire du « groupe de Minsk ») et de la Russie¹⁹. La guerre a partiellement refaçonné la question²⁰ : le problème ancien du Haut-Karabagh reste entier – quel sera le statut de la région ? – mais un problème nouveau – comment sortir d'un affrontement militaire et en résorber les multiples conséquences ? – y est assorti. Au fil des discussions, deux méthodes de négociation sont apparues, connues sous le nom de méthode « par étapes » et de méthode « globale »²¹. Succinctement, la méthode « par étapes » s'apparente à une résolution analytique des problèmes, les uns après les autres, laissant la question du statut du Haut-Karabagh pour un stade ultérieur des discussions. La méthode globale est, quant à elle, une méthode synthétique qui envisage la totalité des problèmes, y compris celui du statut, dans un même mouvement. Nous aurons l'occasion de revenir sur le détail de ces méthodes, qui ont été au centre de la plus sérieuse crise politique interne de l'Arménie à l'automne-hiver 1997-1998, aboutissant à la démission du président Ter Petrossian en février 1998.

Depuis cette crise, qui a dévoilé la question du Haut-Karabagh comme nœud gordien du pouvoir, aucune avancée décisive n'a été inscrite dans les négociations²². Ce quasi *statu quo* a été interprété différemment. On a pu y voir la preuve de la

en sont les ministres de la Défense arménien, azerbaïdjanais et russe, ainsi que le commandant des forces armées du Haut-Karabagh, Samuel Babayan.

¹⁹ En juillet 1992, la conférence de paix de Minsk est instaurée, sous l'égide de la CSCE, qui répond à la demande des belligérants de s'investir pour parvenir à une cessation du conflit, afin de contrebalancer l'influence russe, la Russie menant indépendamment de la CSCE des discussions en vue d'un cessez-le-feu, qui aboutissent au printemps 1994. Celle-ci est finalement incluse dans le groupe de Minsk en décembre 1994. Le format de médiation avec trois co-présidents, américain, français et russe, est adopté en 1996.

²⁰ Pour une étude des évolutions de la nature des conflits, avec l'exemple particulier du conflit ethnique et du conflit religieux, voir l'article de E. WALKER, « Ethnic War, Holy War, War O' War : Does the Adjective Matter in Explaining Collective Political Violence ? », *Berkeley Program in Soviet and Post-Soviet Studies Working Paper Series*, Spring 2006, disponible sur http://bps.berkeley.edu/publications/2006_01-walk.pdf (consulté en juin 2008).

²¹ Pour une analyse détaillée des implications des deux méthodes, le lecteur se reportera à G. LIBARIDIAN, *La Construction de l'Etat en Arménie : un enjeu caucasien*, Paris, Karthala, 2000. « L'approche « pas à pas » fait référence à une méthodologie consistant à négocier d'abord une catégorie de problèmes et à mettre en œuvre les solutions relatives à cette catégorie, pour s'atteler ensuite à la seconde catégorie de problèmes. L'approche « *package deal* » se réfère à un processus de négociations où on s'attellerait aux deux ensembles de questions simultanément, et où la possible mise en œuvre de chaque accord serait conditionnée par l'accord sur d'autres points. Tel que cela a été conçu dans le contexte de l'histoire des négociations sur le Karabagh, l'approche « pas à pas » fait appel à des négociations concernant [les questions « militaro-techniques »]. (...) La question du statut serait résolue uniquement par des négociations, une fois réglée la première phase ». Voir également *supra* la contribution de T. HUSEYNOV.

²² Il est possible que des propositions réaménagées aient été approuvées par l'une ou l'autre des parties, bien que la confidentialité des discussions ainsi que les démentis des parties adverses empêchent toute certitude sur ce point. Cependant, aucun accord, même préalable, n'a encore obtenu l'adhésion formelle de toutes les parties au conflit.

complexité indépassable du problème, de la mauvaise volonté politique d'une ou de toutes les parties au conflit, voire des tierces parties intéressées (Etats-Unis, Russie, Turquie) qui bloqueraient le règlement pour des raisons économiques ou d'influence politique. Pourtant, les discussions n'ont jamais été rompues depuis 1994 : faisant alterner bouffées d'optimisme et reculs flagrants, elles renvoient la question du Haut-Karabagh à l'image d'un rocher que des Sisyphe politiques seraient condamnés à pousser sans relâche. Comment évolue la (re)présentation du conflit dans les discours, notamment électoraux, des trois chefs d'Etat, depuis la crise de 1997-1998 ? Et que nous apprend-elle de leurs stratégies politiques ?

2. La crise politique de 1997-1998 : généalogie d'une triple opposition

La crise politique qui s'ouvre en octobre 1997 en Arménie oppose le président Ter Petrossian à son Premier ministre, Robert Kotcharian, soutenu par deux ministres de force, Serge Sarkissian (ministre de la Sécurité nationale), rejoint, après bien des hésitations, par le ministre de la Défense, Vazguen Sarkissian. L'objet de cette opposition est un plan de règlement « par étapes » proposé par le groupe de Minsk en septembre 1997²³.

A. Méthode « globale » versus méthode « par étapes »

La différence entre les deux méthodes tient au moment où les discussions sont supposées aborder le problème le plus sensible du conflit, à savoir la question du statut du Haut-Karabagh, la difficulté étant que celle-ci ne peut être réglée sans la résorption des conséquences de la guerre, regroupées dans un volet militaire et technique. La conquête par les forces arméniennes de territoires extérieurs aux frontières de l'ancienne région autonome en 1992-1993²⁴, le problème des personnes déplacées qui concerne majoritairement des Azéris des territoires occupés mais également des Arméniens ayant fui des régions contiguës au Karabagh en 1991, sont les principaux éléments de ce volet militaro-technique²⁵. Le problème du statut est d'autant plus compliqué qu'il

²³ Selon G. Libaridian (*op. cit.*), deux propositions de règlement « global » ont été présentées, en mai 1997 et en juillet 1997, incluant la question du statut du Karabagh, selon deux voies de négociations parallèles mais supposant que l'adoption d'une catégorie ne dépende pas du succès de l'autre. Erevan a accepté ces propositions avec des réserves, Stepanakert les a rejetées, et Bakou a émis de telles réserves qu'il devenait impossible de poursuivre. Voir *supra* la contribution de T. HUSEYNOV.

²⁴ En 1992, le district de Latchine, première jonction entre l'Arménie et le Haut-Karabagh, puis en 1993 celui de Kelbadjar, suivi d'Aghdam, de Fizouli, de Djebraïl, de Zanguelan et de Koubatli.

²⁵ Les chiffres des réfugiés et des personnes déplacées représentent un enjeu politique tel que nous proposons de simples estimations, à partir d'un rapport de l'International Crisis Group de 2005 : *Nagorno-Karabakh : Viewing the Conflict from the Ground*, 14 septembre 2005. Le nombre d'Arméniens qui ont quitté le Karabagh ou les districts voisins (Chahoumian et Guetachen) et sont retournés au Haut-Karabagh depuis 1994 serait de 10 à 15 000, tandis que 20 000 auraient quitté Mardakert et Martouni aujourd'hui sous contrôle partiel des forces azerbaïdjanaises. Il y aurait, par ailleurs, 30 000 déplacés venant du reste de l'Azerbaïdjan installés au Haut-Karabagh. Le nombre d'Azéris ayant fui les districts capturés par les forces arméniennes (PDI) entre 1991 et 1994 serait de 686 000 selon le Conseil norvégien

est lié au second aspect, mais qu'il n'a pas la même valeur pour les parties au conflit, chacune tentant de faire, qui du statut, qui des territoires, une monnaie d'échange pour obtenir un maximum de concessions de la partie adverse : pour l'Azerbaïdjan, les problèmes des personnes déplacées et de la violation de son intégrité territoriale, dans la mesure où ils mettent en cause la capacité de l'Etat à affirmer sa souveraineté sur son territoire et à assurer la sécurité de sa population, demandent un règlement plus urgent que la question du statut du Haut-Karabagh. A l'inverse, pour les autorités élues du Haut-Karabagh²⁶ qui lient la sécurité du territoire à la fois au statut et au futur tracé des frontières, ces questions sont d'importance égale, mais les territoires occupés ne sont pas tous négociables au même degré : le district de Latchine qui relie le Haut-Karabagh à l'Arménie, ainsi que celui de Kelbadjar qui en est l'extension nord, sont considérés comme essentiels à la sécurité du Karabagh et de l'Arménie, et donc difficilement restituables (voir carte). Quant aux représentants de l'Arménie, le désaccord de 1997 a montré que leur position pouvait osciller entre tous ces scénarios, soit par conviction, soit par stratégie, traçant une ligne de fracture déterminante dans l'élite politique arménienne. Celle-ci tient davantage, nous le verrons, à une différence d'appréciation de l'urgence et des conditions de la résolution, qu'à un attachement inaltérable pour l'une ou l'autre des méthodes.

B. Partisans et détracteurs de la proposition de 1997

En septembre 1997, L. Ter Petrossian, en signe de bonne volonté, avait donné son accord pour que les discussions se poursuivent « par étapes », quoique avec des réserves. Conformément à cette base de négociations, au cours de la première étape, les forces du Haut-Karabagh devaient se retirer des régions azerbaïdjanaises à l'est du Haut-Karabagh, et les personnes déplacées devaient y être rapatriées. Lors d'une deuxième étape, un corridor reliant le Haut-Karabagh à l'Arménie devait être créé, l'Azerbaïdjan reprenant le contrôle des régions restantes, à l'exception de Latchine et de la ville de Chouchi dont les sorts devaient être discutés. Dans une dernière étape, le statut du Haut-Karabagh devait être négocié. L'ensemble du processus devait être supervisé par des forces internationales, promesse qui ne constituait une garantie de sécurité solide pour aucune des parties en présence.

Pour la première fois depuis le cessez-le-feu, un désaccord intra-arménien sur les négociations est rendu partiellement public et la presse arménienne se fait l'écho des arguments des uns et des autres. Le Premier ministre, Robert Kotcharian, le ministre de la Sécurité nationale Serge Sarkissian, le ministre de la Défense Vazguen Sarkissian, ainsi que le président du Haut-Karabagh Arkadi Ghoukassian, refusent cette base de

des réfugiés en 2005 et 2006 (chiffre officiel repris par le CNR) et de 572 000 en 2008, à la suite des premières politiques de relogement du gouvernement. Les données complètes sont disponibles sur : [http://www.internal-displacement.org/8025708F004CE90B/\(httpCountries\)/2E505E95ABC577FA802570A7004C6378?OpenDocument](http://www.internal-displacement.org/8025708F004CE90B/(httpCountries)/2E505E95ABC577FA802570A7004C6378?OpenDocument) (consulté en avril 2009).

²⁶ Sur le statut trouble des autorités élues, l'imbroglio juridique reflète le flou plus général entourant les républiques non reconnues. Le groupe de Minsk avait admis lors de sa constitution en 1992 que le Haut-Karabagh participerait aux discussions par ses représentants. Depuis le cessez-le-feu, des élections générales et locales ont donc eu lieu régulièrement, mais leur tenue a toujours été condamnée par l'OSCE et l'Azerbaïdjan.

négociations, arguant qu'elle ne présente pas de garantie de sécurité suffisante pour le Haut-Karabagh. En effet, la première concession viendrait de la partie arménienne, qui, en cédant une partie de sa « ceinture de sécurité » sans garantie que le processus aille jusqu'à son terme, romprait ses lignes de défense, donnant à son adversaire une occasion de renverser le *statu quo* par la force.

L. Ter Petrossian a rendu compte de sa vision du conflit et de la place qu'il occupe dans les problèmes de l'Arménie lors d'une conférence de presse en septembre 1997 et dans un article fleuve, « Guerre ou paix ? L'heure de la réflexion »²⁷. D'accord avec ces réserves, L. Ter Petrossian soutenait cependant que le moment était propice à la négociation, l'Azerbaïdjan aussi bien que la communauté internationale ayant besoin de la paix pour réaliser leurs projets pétroliers au Caucase, et que l'Arménie devait profiter de cette occasion pour obtenir la paix et briser l'enfermement géopolitique et économique auquel elle était soumise. Ter Petrossian voyait dans les blocus de l'Arménie – blocus par l'Azerbaïdjan depuis 1991 et par la Turquie depuis 1993 – un obstacle incontournable au développement économique. Les opposants de L. Ter Petrossian, à l'exception de Vazguen Sarkissian²⁸, n'ont pas voulu croire que le président aurait la détermination nécessaire pour obtenir davantage de garanties de sécurité, et ils ont bâti leur argumentation sur le rejet catégorique de la méthode « par étapes ».

De nombreux commentateurs et analystes de la scène politique arménienne ont interprété cette opposition entre les deux camps en termes idéologiques. Cette dimension a existé mais a joué un rôle secondaire, ne concernant qu'un seul des protagonistes de la crise, le ministre de la Défense V. Sarkissian. Dans la mesure où celui-ci disposait de l'appui de l'armée, qui voyait en lui un chef juste et intègre, et qu'il était à la tête des *Yerkrapahs* (Gardiens du territoire), une organisation de vétérans du Haut-Karabagh élue à l'Assemblée nationale en 1995 et ayant absorbé la majorité du parti républicain, son soutien à l'une ou l'autre partie était déterminant. V. Sarkissian voyait dans l'Etat arménien la réalisation de l'idée romantique d'unité du peuple. Séduit par la perspective d'une victoire militaire imputable à une telle unité²⁹, victoire d'autant plus tentante qu'elle était rare dans l'histoire des Arméniens, Vazguen Sarkissian s'est finalement rallié aux hommes politiques originaires du Karabagh, R. Kotcharian et S. Sarkissian, comme symboles et garants de l'attachement à ces principes.

²⁷ La conférence de presse, un événement peu habituel pour le président, a eu lieu le 26 septembre 1997. L'article (*Badérazm té khaghaghoutiun ? Lrdjanalou bahe*) a été publié le 1^{er} novembre 1997 dans *Hayastani Hanrabédoutiun* (République d'Arménie), l'organe officiel du gouvernement, ainsi que dans la plupart des journaux de la république, et en Turquie dans *Marmara* (publication arménienne). Une version en russe est parue dans *Respublika Armenia*, le 4 novembre, et une version anglaise dans *Yerevan Times*, le 13 novembre.

²⁸ Le détail des interactions et des tractations entre les protagonistes durant ces quelques mois dépasserait le cadre de ce texte. Les tergiversations de Vazguen Sarkissian sont le pivot de cette crise politique.

²⁹ Bien entendu, cette vision idéalisée – mais néanmoins loin d'être complètement fautive – fait abstraction des facteurs matériels dans le conflit, de l'aide officielle et non officielle de la Russie, notamment.

C. L. Ter Petrossian versus R. Kotcharian : deux pragmatismes opposés

Au-delà de l'affrontement verbal accentué par le climat délétère de la fin de l'année 1997, l'opposition entre le président et son Premier ministre traduit une différence de perception de la nécessité d'un règlement politique et de son urgence. La ligne de fracture majeure concerne le développement économique de l'Arménie, que L. Ter Petrossian n'envisage pas dans l'environnement régional et international d'un pays sous blocus, avec deux frontières fermées sur quatre (Azerbaïdjan et Turquie)³⁰, sans accès à la mer, pauvre en ressources naturelles, et isolé des projets de développement régionaux. Le processus de privatisation et d'adaptation du système économique et financier aux standards recommandés par les organismes financiers internationaux avait pris de l'élan à la fin de l'année 1994³¹. Le cessez-le-feu, stable, avait également permis aux investisseurs américains, russes et européens d'accélérer des négociations avec le gouvernement azerbaïdjanais pour l'exploitation des réserves pétrolières, aboutissant aux premiers accords de grande envergure en 1994³². Des négociations sur les routes de passage des oléoducs s'ensuivirent, qui au final exclurent l'Arménie du transit³³, renforçant L. Ter Petrossian dans sa conviction que l'Arménie devait profiter d'un rapport de forces point trop défavorable pour conclure la paix rapidement, faute de quoi elle serait mise au ban de la coopération régionale. Afin de rendre la paix irréversible, L. Ter Petrossian, s'inspirant de l'histoire de la construction européenne, aurait souhaité la garantir par l'insertion de son pays dans les projets régionaux et par une coopération bilatérale avec l'Azerbaïdjan³⁴.

³⁰ La Turquie a décidé de ne pas ouvrir sa frontière avec l'Arménie au printemps 1993, par mesure de rétorsion contre les forces armées du Haut-Karabagh qui venaient d'occuper Kelbadjar en Azerbaïdjan. La Turquie lie l'établissement de liens diplomatiques avec l'Arménie à des avancées conformes aux intérêts de l'Azerbaïdjan dans les négociations sur le conflit du Haut-Karabagh, ainsi qu'à l'abandon des revendications pour la reconnaissance du génocide de 1915 soutenues par l'Arménie. Depuis l'élection de S. Sarkissian en mars 2008, et les initiatives diplomatiques dans le sens d'une normalisation des relations entre la Turquie et l'Arménie, les trois pays concernés au premier chef – Arménie, Turquie, Azerbaïdjan – attendent de voir si la Turquie modifiera ou non sa position, ce qui est une clé d'une modification éventuelle des équilibres régionaux au Caucase du sud.

³¹ Le FMI et la Banque mondiale ont lancé un programme de restructuration du secteur bancaire dès 1994, puis en 1995, les facilités pour la transition systémique et le programme d'aide à la réduction de la pauvreté.

³² En septembre 1994, l'Azerbaijan International Operating Company, composé de la compagnie nationale pétrolière SOCAR et de dix multinationales, signe le « contrat du siècle » pour l'exploitation des réserves pétrolières azerbaïdjanaises. L'oléoduc Bakou-Soupsa sera inauguré en avril 1999.

³³ La route de passage choisie est la Géorgie, pour l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan, adopté en novembre 2000, commencé en 2002 et entré en activité en 2005.

³⁴ Les principes de la construction européenne sont le modèle de référence du président depuis l'indépendance. Le 26 septembre 1991, lors d'une séance du Soviet suprême, L. Ter Petrossian décrit l'avenir de l'Arménie et de l'espace ex-soviétique. S'inspirant de l'histoire politique de l'Europe, il demande si le passage par la guerre, que l'Europe a connue avant de lancer sa construction économique et institutionnelle, sera inévitable pour l'Arménie et ses voisins, *in Endrani* (Sélection), « Yélouyt Hayastani Hanrabédoutian Kérakouyn Khrtri

Le Premier ministre R. Kotcharian, quant à lui, nie l'urgence d'un accord de paix : le potentiel économique de l'Arménie aurait été sous-estimé et mal exploité par les gouvernements de L. Ter Petrossian avant 1997. Nommé chef du gouvernement au début du printemps 1997, R. Kotcharian s'est appliqué à la reconstruction de la zone sinistrée depuis le séisme de 1988 et à faire renouer l'économie avec la croissance. Alors que L. Ter Petrossian avait imaginé qu'en confiant à R. Kotcharian la charge du redressement économique et social de l'Arménie, il le confronterait à l'étendue des difficultés surgissant de sa situation géopolitique et, partant, à la nécessité de la paix, l'effet obtenu est exactement inverse. Le Premier ministre admet que l'économie de l'Arménie souffre du double blocus, mais n'y voit pas d'obstacle majeur au développement du commerce régional. Le pays pourrait tirer de la privatisation de quelques usines des revenus suffisants à sa croissance, particulièrement dans le secteur énergétique, sans devoir quémander des partenariats régionaux³⁵. Dernier atout du plan de croissance que R. Kotcharian a mis en avant, la diaspora : cantonnée à une assistance essentiellement humanitaire, ses possibilités seraient restées largement sous-exploitées. Indépendamment du réalisme de ce projet diasporique, il existe une opposition tactique entre R. Kotcharian et L. Ter Petrossian sur la question de la diaspora : depuis le début du mouvement d'indépendance en 1988, L. Ter Petrossian avait cherché à faire de la diaspora une alliée de l'Arménie en politique étrangère ; il visait l'établissement de relations de voisinage normalisées avec tous, y compris avec la Turquie et, une fois que la question du Haut-Karabagh serait réglée, avec l'Azerbaïdjan. Cette attitude a surpris et parfois rebuté une partie de la diaspora. Sur ce point comme sur d'autres, R. Kotcharian a pris le contre-pied de L. Ter Petrossian, non pour des raisons d'opposition idéologique, mais par opportunisme politique. Si le nouveau ton dans les discours à la diaspora a pu donner l'impression d'une rupture idéologique par rapport à la période précédente, il ne vise en réalité qu'à stimuler l'action de la diaspora dans le secteur économique et politique (par l'intermédiaire de groupes d'influence dans les démocraties occidentales). Par conséquent, pour R. Kotcharian, la paix n'est désirable que si elle est à l'avantage de l'Arménie ; à défaut, le *statu quo* reste une source de stabilité, à préserver en l'accompagnant à la fois de négociations et d'un renforcement des capacités militaires de l'Arménie.

Si tous deux se veulent des pragmatiques, leurs approches diffèrent. L. Ter Petrossian déduit de l'interprétation de l'histoire politique des Arméniens une stratégie de la construction de l'Etat en rupture avec le passé, tandis que R. Kotcharian est un tacticien du pouvoir. Encore président par intérim (entre février et avril 1998), ce dernier affirme qu'il soutient le respect du cessez-le-feu, et qu'il reste fidèle au

Nisdoum » (Discours en séance du Soviet suprême de la République d'Arménie), 26 septembre 1991).

³⁵ Le premier mandat présidentiel de R. Kotcharian, après les attentats du 27 octobre 1999, a montré qu'en fait d'investissement économique l'administration Kotcharian ne répugne pas à l'hégémonie : la Russie a été l'acteur clé de la privatisation des grandes entreprises, puis, lors du second mandat de R. Kotcharian, entre 2003 et 2008, a acquis la majorité dans presque tout le secteur énergétique. Pour une présentation des relations entre l'Arménie et la Russie dans les années 2000, voir G. MINASSIAN, « L'Arménie, avant-poste russe au Caucase ? », *Russie. NEI. Visions*, 27, 2008, IFRI.

principe d'un règlement négocié pour le conflit. Celui-là même qui a fondé toute sa légitimité sur une approche différente du processus de négociations, reprend les principes généraux défendus par le gouvernement précédent. Au lendemain de son élection à la fonction de président en avril 1998, il expédie en deux phrases la ligne de conduite de l'Arménie sur cette question :

« La question du Haut-Karabagh est une question concernant la nation tout entière, et nous devons la régler avec dignité. A partir des principes d'une résolution pacifique, nous devrions aboutir à la reconnaissance internationale du droit du peuple du Haut-Karabagh à l'autodétermination, garantir son développement à l'intérieur de frontières sûres et une connexion géographique permanente avec l'Arménie »³⁶.

Rien de plus qu'en 1997, sinon que le président ménage, dans ses formulations, les sensibilités d'une partie de ses alliés dans la question du Haut-Karabagh.

Mais pour L. Ter Petrossian, résoudre le conflit du Haut-Karabagh est nécessaire à la clôture du processus d'indépendance de l'Arménie, amorcé en 1988, mais resté inachevé. Pour R. Kotcharian, la question de l'indépendance n'est pas problématique : même si l'indépendance de fait du Karabagh dépend entièrement du soutien de l'Arménie, et que l'indépendance de l'Arménie est liée à un système de sécurité centré sur la Russie, cette question est malgré tout réglée depuis la victoire sur le terrain des *Karabaghtsis*. Confirmant cette vision, l'objectif du second mandat de R. Kotcharian (2003-2008) est de faire de l'Arménie « l'Etat le plus organisé de la région »³⁷. D'après le contenu de son programme en 2003, un « Etat organisé » signifie pour lui un Etat présentant des garanties de sécurité et de développement économique – dont il ne précise pas les moyens financiers par ailleurs – qui assoient son « indépendance ». Il ne s'agit pas d'une réforme des structures de l'Etat, de l'appareil administratif ni d'une amélioration du fonctionnement des institutions, mais de ce que nous qualifions d'« Etat refuge » : refuge garantissant la sécurité du Haut-Karabagh, mais aussi refuge par son isolement relatif, par manque d'ouverture sur son voisinage, de possibilités d'intégration internationale poussées, le tout nourri par la garantie de l'alliance militaire, économique et énergétique avec la Russie. A l'opposé, la logique défendue par L. Ter Petrossian peut être appelée intégrationniste : là aussi, l'Etat est au centre de la sécurité du Karabagh et de l'Arménie mais, sur le long terme, elle ne peut être mieux garantie que par une paix mutuellement acceptée, dont dépendent la prospérité et l'intégration de l'Arménie dans sa région et dans la communauté internationale.

3. Sisyphe récalcitrant ? Le conflit dans les discours électoraux des présidences Kotcharian (1998-2008)

En dépit de quelques propositions de règlement à grand retentissement qui ont marqué la première présidence de R. Kotcharian, à l'issue de son second mandat, en 2008, le conflit du Haut-Karabagh ne semblait pas davantage prêt à se résoudre

³⁶ Discours inaugural de Robert Kotcharian devant l'Assemblée nationale, le 9 avril 1998.

³⁷ « Hayastane tarnalou è daradzachtchani amena gazmagerbvadz bédoutiune » (L'Arménie va devenir l'Etat le plus organisé de la région), *Hayastani Hanrabédoutiun*, 22 janvier 2003.

selon la manière prônée par R. Kotcharian en 1997. Nonobstant les facteurs externes pesant lourdement sur le processus de négociations (équilibres régionaux, volonté politique de l'Azerbaïdjan, relations économiques, rôle de la Russie), peut-on repérer des éléments d'explication de cette impasse apparente dans la vie politique intérieure arménienne et le rôle qu'y joue encore le conflit du Haut-Karabagh ?

A. 1998-2003 : activisme ou excès de zèle ?

Elu en 1998 sur la promesse de régler le conflit du Haut-Karabagh sans courir les risques de la méthode « par étapes », R. Kotcharian reprend activement les négociations. Son premier mandat est marqué par des discussions, de 1998 à 2001, autour de la proposition de l'« Etat global ». Il semble que cette innovation juridique incertaine devait permettre au Haut-Karabagh de se doter de quasiment toutes les structures propres à un Etat, hormis la représentation diplomatique, mais l'aurait laissé intégré à l'ensemble azerbaïdjanais, qui aurait alors compté deux Etats. Les principes de ces souverainetés superposées n'avaient pas encore reçu d'explications certaines quand, le 21 février 2001, le président de l'Azerbaïdjan Heïdar Aliev a dévoilé les trois propositions confidentielles de règlement à la presse azerbaïdjanaise, compromettant par là-même celui-ci. Selon les principes de Key West³⁸, discutés au printemps 2001, le corridor de Latchine aurait dû être échangé contre un corridor passant à Meghri (au sud de l'Arménie), assurant ainsi à l'Azerbaïdjan un lien direct avec le Nakhitchevan, une république autonome coupée de son territoire (voir carte). Que l'un ou l'autre des chefs d'Etat ait ou non accepté tout ou partie de ces propositions, toujours est-il qu'elles sont devenues lettre morte à leur retour à Bakou et à Erevan. R. Kotcharian a été vivement critiqué pour cette possibilité, qu'il nie avoir jamais acceptée, tout en revendiquant les rencontres de Key West comme un quasi-succès. Agassi Ienokian, universitaire d'Erevan proche de l'opposition, résume de manière lapidaire le dilemme que pose le conflit du Haut-Karabagh au gouvernement Kotcharian :

« Les dirigeants sont légitimes tant que le problème n'est pas réglé, mais leur refus de s'y attaquer fragilise la légitimité déjà vacillante des dirigeants actuels. Ils doivent chercher une solution pour renforcer leur position aux yeux du public, et répondre aux attentes des Arméniens. Mais une fois réglée, la question aura détruit la légitimité des dirigeants. Les autorités devront alors répondre à de nombreuses questions, allant de la situation économique et sociale dans la république aux assassinats mystérieux qui ont commencé en 1998. Ce qui explique pourquoi un règlement final est retardé »³⁹.

Sisyphes pousserait-il lui-même le rocher vers le bas, pour avoir l'air de le remonter après ?

³⁸ Voir *supra*, la contribution de T. HUSEYNOV.

³⁹ A. YÉNOKIAN, « Armenia : Contradictory Approaches to the Karabagh Settlement », *Central Asia and the Caucasus*, 1/13, 2002, http://www.ca-c.org/online/2002/journal_eng/cac-01/12.enoen.shtml (consulté en juin 2008).

B. L'attentat d'octobre 1999 et la mise en retrait de la question du Haut-Karabagh

La mise en retrait de la question du Haut-Karabagh ne vient pas tant de l'échec – programmé ? – de ces propositions que de la concentration du pouvoir dans les mains du président Kotcharian et de ses fidèles après l'attentat au Parlement du 27 octobre 1999 : l'assassinat, en pleine séance, du Premier ministre, Vazguen Sarkissian, du président de l'Assemblée, Karen Demirdjian, et de six autres députés, a sérieusement déstabilisé la classe politique et le pays tout entier. Ancien secrétaire du parti communiste d'Arménie reconverti à la direction d'une usine, K. Demirdjian, rival de Kotcharian à l'élection de 1998, reflète une époque de prospérité relative. L'alliance improbable entre ces deux hommes, scellée après l'élection de R. Kotcharian en vue des législatives du printemps 1999, remporte un franc succès⁴⁰. Elle ne résulte pas uniquement d'un calcul électoral de court terme, mais surtout de la volonté de V. Sarkissian de faire contrepoids au pouvoir du président, en revigorant les fonctions de Premier ministre et de président de l'Assemblée. La disparition de ce pôle politique populaire⁴¹ a considérablement réduit la légitimité, et donc le potentiel de négociation du président Kotcharian, qui a passé l'année suivante à raffermir son pouvoir en resserrant les rangs de ses fidèles et en s'assurant le contrôle progressif des agences de sécurité de l'Etat. Le règlement du conflit est alors devenu secondaire.

Avec la mort de V. Sarkissian, c'est également la cheville idéologique de la question du Haut-Karabagh qui a disparu. Sa décision d'assumer un rôle politique de premier plan en 1999 avait été motivée par des désaccords croissants avec le président Kotcharian et avec Serge Sarkissian, sur des questions économiques, mais aussi sur le règlement du conflit. Ces rivalités politiques et personnelles expliquent qu'il ait cherché à diviser le pouvoir de S. Sarkissian, en réduisant les attributions de son ministère de l'Intérieur et de la Sécurité nationale à cette dernière uniquement. Sur la résolution du conflit, les dissensions sont demeurées confidentielles ; cependant, elles n'étaient sans doute pas sans rapport avec les prises de position du Premier ministre incitant à prendre davantage en compte les intérêts américains dans la résolution

⁴⁰ L'alliance Unité regroupant le parti républicain, avec à sa tête Vazguen Sarkissian, et le parti populaire d'Arménie, mené par Karen Demirdjian, a remporté le plus grand nombre de voix et de sièges aux élections de mai 1999, avec 41,6 % des voix, et 61 sièges, ce qui ne constitue pas une majorité absolue. Cependant, le jeu des alliances après l'élection et le ralliement de députés indépendants (non affiliés à un parti) permettaient d'atteindre aisément la majorité.

⁴¹ A titre d'illustration, les enquêtes de l'International Republican Institute (IRI, financé par USAID) menées entre 2006 et 2008 sur l'état de l'opinion font apparaître systématiquement Vazguen Sarkissian comme le premier personnage cité dans la catégorie des « héros de notre temps », et Karen Demirdjian, au 4^e ou 5^e rang. Voir « Armenia National Voter Study », août 2006, <http://www.iri.org/eurasia/armenia/pdfs/2006-10-12-Armenia-poll.pdf>, novembre 2006, <http://iri.org/eurasia/armenia/pdfs/2006-11-06-Armenia-poll.pdf>, mars 2007, <http://iri.org/eurasia/armenia/pdfs/2007-07-27-Armenia-poll.pdf>, octobre-novembre 2007, <http://iri.org/eurasia/armenia/pdfs/2008-01-22-Armenia.pdf>, et janvier 2008, <http://iri.org/eurasia/armenia/pdfs/2008%20February%2015%20Survey%20of%20Armenian%20Public%20Opinion,%20January%2013-20,%202008.pdf> (consultés en avril 2009).

du conflit. Les attentats du 27 octobre surviennent en effet alors que les Etats-Unis accentuaient la pression en faveur de l'« Etat global », organisant plusieurs rencontres bilatérales des présidents arménien et azerbaïdjanais au printemps et à l'été 1999. De nombreux commentateurs spéculaient sur la signature d'un accord au sommet de l'OSCE à Istanbul prévu pour novembre 1999⁴². Tous ces éléments n'expliquent pas les attentats, mais donnent le contexte dans lequel ils interviennent, et, probablement, un faisceau de facteurs ayant contribué à l'élimination de Vazguen Sarkissian et Karen Demirdjian.

Alors que l'autorité de R. Kotcharian se trouve gravement compromise par la disparition d'une partie essentielle de la classe politique, et que les circonstances non élucidées des attentats jettent la suspicion sur son entourage, il installe Serge Sarkissian à la tête de l'administration présidentielle puis au secrétariat du Conseil de sécurité, avant de lui confier le ministère de la Défense en mai 2000. Familier des appareils de sécurité depuis 1993, S. Sarkissian est le bras droit nécessaire à un président arrivé récemment dans le milieu politique d'Erevan. La disparition du seul contrepoids sérieux au pouvoir du président permet à ce dernier de faire oublier la raison de son mandat, c'est-à-dire la résolution du conflit du Haut-Karabagh, mais aussi l'origine de son pouvoir dans cette même question.

Cette évolution est facilitée par l'exclusion de fait des autorités *karabaghtsies* du processus de négociations. Celles-ci n'ont certes jamais été admises à négocier directement avec l'Azerbaïdjan – ce dernier ne voulant pas donner la moindre prise à la reconnaissance de leur légitimité ni à leur rôle indépendamment d'Erevan dans le conflit. Mais après les attentats, faisant valoir auprès d'Arkadi Gougassian, président du Haut-Karabagh, qu'un accord de paix serait plus acceptable pour l'Azerbaïdjan dans des négociations directes avec l'Arménie, R. Kotcharian se pose en porte-parole temporaire des intérêts des deux parties arméniennes et multiplie, entre 2000 et 2002, les rencontres bilatérales avec le président Aliiev. Par impuissance ou stratégie volontaire, R. Kotcharian réaffirme souvent son attachement à une solution négociée et reposant sur des compromis mutuels, dont il se garde néanmoins de préciser le contenu. Cependant, l'échec de la rencontre de Key West ainsi que la méfiance quant à l'existence de l'option Meghri (échange de territoires) renforce le mécontentement des autorités du Karabagh par rapport à un format de négociations appelé à durer et dans lesquelles elles n'interviendraient que dans les phases finales. D'un point de vue de politique étrangère, le Haut-Karabagh est une question parmi d'autres qui témoigne de la faible marge de manœuvre de l'Arménie : elle ne veut pas d'une subordination du Haut-Karabagh au gouvernement de Bakou, mais elle ne peut guère avancer au-delà de cette position sans risquer de compromettre le processus de négociations. Par conséquent, chaque gouvernement successif se trouve dans la nécessité paradoxale de poursuivre des négociations dont l'objectif premier, faute de certitude quant

⁴² Nous nous contentons de mentionner les hypothèses les plus généralement envisagées à Erevan. Immédiatement après l'attentat, les Etats-Unis étaient le plus souvent suspectés, mais les circonstances de l'arrivée au pouvoir du président V. Poutine en Russie, le rapprochement entre R. Kotcharian et V. Poutine, ainsi que les accusations de l'ancien officier du FSB A. Litvinenko, impliquant le GRU, dans le but d'empêcher la signature d'un accord sur le Haut-Karabagh, ont contribué à un changement, l'opinion penchant en 2008 vers une implication de la Russie.

à la bonne volonté de toutes les parties impliquées, est de préserver les acquis. Avec le renforcement de son pouvoir et la prise en main personnelle du processus de négociations, R. Kotcharian pense s'être donné plus de temps pour redresser la situation économique du pays, s'assurer le contrôle des ressources administratives, tout en poursuivant les discussions sur les principes d'un règlement.

C. La campagne de 2003 et la relégation de la question du Haut-Karabagh au second plan

La campagne présidentielle s'ouvre en 2002, et confirme le recul de la question du Haut-Karabagh dans les priorités du candidat. Les deux tiers du programme de R. Kotcharian, au slogan révélateur de « Travaillons ensemble », concernent différents domaines du développement économique et social, suivis de la mention obligatoire de l'Etat de droit et de la démocratisation. L'armée, l'« Artsakh » (c'est le nom arménien du Karabagh qu'il emploie) et la politique étrangère, comprenant la politique de sécurité et les relations internationales, font l'objet d'un traitement séparé⁴³. Sur le Haut-Karabagh, R. Kotcharian propose la poursuite des négociations de paix, le droit à l'autodétermination, la sécurité des populations et des frontières, le lien avec l'Arménie. Sans plus de précision par rapport au statut envisagé, le droit à l'autodétermination peut viser aussi bien la reconnaissance de l'indépendance que toute autre forme d'autonomie acceptée par les autorités du Karabagh. La mise en retrait du Haut-Karabagh en 2003 pourrait apparaître comme un aveu du manque d'avancée des négociations pendant le premier mandat de R. Kotcharian. Mais cette discrétion n'est pas qu'une stratégie électorale : la rhétorique de la victoire de fait, – supposée acquise par le *statu quo* – de plus en plus prégnante dans la deuxième moitié du mandat, a fait son chemin dans l'opinion publique⁴⁴. Si la position de l'Arménie s'est durcie, cela transparait dans le manque d'empressement en faveur d'un règlement politique, plutôt que dans la conviction qu'un compromis serait impossible. Les propos tapageurs de R. Kotcharian en janvier 2003 sur « l'incompatibilité ethnique »⁴⁵ entre les deux peuples laissent croire à un attachement de R. Kotcharian à une idéologie ultranationaliste. Elle est cependant dictée par les circonstances de la campagne présidentielle, mais aussi par le lieu où le discours est prononcé, la Russie, où de nombreux réfugiés arméniens d'Azerbaïdjan ont choisi de s'installer. De même,

⁴³ Programme publié dans *Hayastani Hanrabédoutiun* (République d'Arménie), l'organe officiel du gouvernement, le 22 janvier 2003.

⁴⁴ A titre d'illustration, une enquête menée par ACNIS (Armenian Center for National and International Studies) en juin 2004 révèle qu'à la question « Seriez-vous d'accord pour temporairement geler la question du Haut-Karabagh dans son état actuel ? », 44,2 % des 1 950 personnes interrogées répondent « oui ». Les raisons données pour un accord reflètent bien le message du gouvernement de R. Kotcharian : le temps réconciliera la communauté internationale et l'Azerbaïdjan avec l'idée de l'indépendance du Haut-Karabagh pour 29,3 % d'entre eux, et l'Arménie pourra obtenir un règlement plus favorable quand elle sera politiquement et économiquement plus forte, pour 25,8 % des sondés. Disponible sur http://www.acnis.am/pr/soc_arc/Public.pdf (consulté en septembre 2008).

⁴⁵ « Kocharian says Armenians, Azeris « ethnically incompatible » », *RFE/RL*, 16 janvier 2003.

son insistance à rappeler que le problème du Haut-Karabagh est « un problème pan-national », qui doit rassembler l'Arménie, le Karabagh et la diaspora ressemble plutôt à une grand-messe patriotique camouflant l'échec diplomatique de l'Arménie qu'à un plan d'action. Sous-entendre que l'Arménie consulterait la diaspora au moment d'un règlement possible, sans en préciser ni les modalités ni la portée, est une précaution oratoire qui s'explique par la levée de boucliers à laquelle a été confronté L. Ter Petrossian depuis le milieu des années 1990.

R. Kotcharian a dû sa réélection (avec 67,5 % des voix) en mars 2003⁴⁶ au contrôle des « ressources administratives » et des appareils de sécurité, ainsi qu'à la résignation de citoyens soucieux de stabilité. Le rôle que joue le Haut-Karabagh est, pour la première fois depuis 1988, passif : les élites parvenues au pouvoir grâce à cette question, par les mécanismes de vampirisation du centre par la périphérie⁴⁷, continuent à se reproduire en utilisant la force d'inertie du conflit non réglé. L'entourage de R. Kotcharian rappelle que son origine est une garantie pour la sécurité de l'Arménie et du Haut-Karabagh, justifiant son maintien au pouvoir dans une situation géopolitique régionale toujours aussi incertaine. L'année suivant sa réélection, Garnik Issagoulian⁴⁸, conseiller à la sécurité nationale du président, déclare que le successeur de R. Kotcharian devra être « un autre dirigeant originaire du Karabagh »⁴⁹. Outre le pessimisme que cette déclaration pouvait susciter quant à l'issue des négociations – en effet, quel besoin d'un dirigeant issu du Karabagh si un accord de paix garantit la sécurité des deux territoires ? –, celle-ci a levé les doutes sur le successeur implicitement désigné.

D. Echec diplomatique ou simulacre de négociations ?

Les échéances électorales en Azerbaïdjan intervenant huit mois après les élections arméniennes, les négociations se trouvent bloquées pendant plus d'une année. En outre, suite à la maladie puis à la disparition de Heïdar Aliev, c'est son fils, Ilham

⁴⁶ Robert Kotcharian a remporté l'élection présidentielle en mars 2003, au second tour, contre Stepan Demirdjian, (fils de Karen Demirdjian), avec 67,5 % des voix contre 32,5 %. Plus encore que les fraudes, constatées à chaque élection, c'est le score de Kotcharian qui a entretenu le mécontentement de l'opposition dans les mois qui ont suivi l'élection.

⁴⁷ Pour une étude comparée de l'influence des enclaves périphériques sur les centres politiques, voir S. NIES, *Sands in the Works. Enclaves Challenging Metropolitan States : a comparative study on the governance of Cabinda, Ceuta, Kaliningrad, Mountainous Karabagh, Nakhichevan, Melilla and Gibraltar*, HDR, sous la direction de Bertrand Badie, IEP, 2004.

⁴⁸ Quelques éléments biographiques sur ce personnage exemplaire du brassage idéologique que le pragmatique Kotcharian a su faire sien : il a travaillé au KGB, a été proche de la Fédération révolutionnaire arménienne (FRA), bastion traditionnel de la cause arménienne, puis a soutenu Kotcharian. Il crée, avec quatre anciens membres de la FRA, le parti Sécurité nationale, qui défend une position dure sur le Haut-Karabagh. En novembre 1998, il voit dans son parti un « garde-fou » à la politique « non claire » de Kotcharian sur le Haut-Karabagh.

⁴⁹ « Kocharian aid wants another Karabagh born leader for Armenia », *RFE/RL*, 7 juin 2004.

Aliev, qui est élu président en octobre 2003. Celui-ci reprend les discussions⁵⁰, en adoptant toutefois une rhétorique plus agressive envers l'Arménie et souvent négative sur le travail des médiateurs⁵¹. En février 2004, R. Kotcharian revient sur l'état des discussions depuis l'élection qui, selon lui, indique que la paix n'est pas la priorité de son homologue azerbaïdjanais : celui-ci miserait sur le développement économique et social rapide de son pays pour asseoir sa popularité⁵² et pouvoir par la suite exercer davantage de pressions sur l'Arménie dans la négociation. Une interprétation qui ne doit pas manquer de rappeler quelques souvenirs à R. Kotcharian, qui avait lui aussi fait le pari, bien plus audacieux qu'en Azerbaïdjan, du développement économique avant tout. L'Azerbaïdjan, pas plus que l'Arménie, ne peut se permettre de rompre les discussions sans être sûr qu'une reprise éventuelle des hostilités ne tourne à son avantage.

En avril 2004, les diplomaties azerbaïdjanaise et arménienne renouent à Prague, par le biais de leurs ministres des Affaires étrangères respectifs, Elmar Mamediarov et Vartan Oskanian. Les chefs d'Etat acceptent de se rencontrer en marge de sommets internationaux, mais semblent laisser à leur diplomatie le soin de faire montre de leur bonne volonté. Pourtant, la répartition des compétences rend les deux présidents responsables d'un éventuel accord de paix. Rien n'indique que ceux-ci en prennent le chemin, à tel point qu'en mai 2004, V. Oskanian revoit à la baisse la qualification des discussions : pas encore des « négociations », précise-t-il, mais de simples « consultations »⁵³. Ces consultations, connues sous le nom de « processus de Prague », font appel à une combinaison des deux méthodologies de règlement⁵⁴, la méthode « globale » et celle « par étapes ». Le contenu de ces consultations, qui prévoiraient une résolution graduelle de tous les problèmes puis un référendum au Haut-Karabagh dans dix ou quinze ans pour décider de son statut, devait recevoir une première formalisation lors du sommet de Rambouillet, le 10 février 2006. Celui-ci n'a pas abouti mais sans remettre en cause le contenu des consultations. Le rocher aurait peut-être recommencé sa lente ascension. Mais l'opinion publique, elle, est gagnée par la lassitude et l'incertitude sur la politique menée à l'égard du conflit. Une enquête d'ACNIS menée en juin 2005 auprès de 1 950 citoyens⁵⁵ montre que 67,7 % d'entre eux pensent que la question du Haut-Karabagh est la priorité du pays, seuls 35,5 % estiment qu'elle est effectivement traitée comme telle par le gouvernement,

⁵⁰ « Yerevan angered by fresh Azeri threat of Karabagh war », *RFE/RL*, 28 juillet 2004 ; « Azeri official yearns for Armenia's conquest », *RFE/RL*, 4 août 2004 ; « Aliev, Kocharian vow to keep up Karabagh talks », *RFE/RL*, 16 septembre 2004.

⁵¹ « Aliev Jr. slams Armenia, world community at UN », *RFE/RL*, 25 septembre 2003 ; « Mediators call for Armenian-Azeri summit on « new Karabagh ideas » », *RFE/RL*, 8 décembre 2003 ; « Azerbaijan cancels crucial talks on Karabagh », *RFE/RL*, 25 mars 2004.

⁵² « Karabagh peace « less urgent » for Azeri leader », *RFE/RL*, 6 février 2004.

⁵³ « Oskanian does not rule out change in Karabagh peace strategy », *RFE/RL*, 17 mai 2004.

⁵⁴ « Oskanian holds « useful » talks with Azeri counterpart », *RFE/RL*, 21 juin 2004.

⁵⁵ ACNIS, Public and Expert Survey, « The Karabagh story, 17 years in progress », avril 2005. Disponible sur http://www.acnis.am/pr/Karabagh_story/Socio12eng.pdf (consulté en septembre 2008).

tandis qu'un pourcentage équivalent considère que ce n'est pas le cas. 29 % des personnes interrogées ne se prononcent pas, 61 % se disent insatisfaits du processus de négociations, les autorités arméniennes étant jugées les premières responsables. Un autre sondage, publié à la fin de l'année 2004 sur *Radio Liberty*, indique que l'écart de confiance entre le premier et le second président est faible, avec 26 % des sondés faisant confiance à R. Kotcharian, et 21 % à L. Ter Petrossian⁵⁶. Il montre également la faible diffusion des arguments avancés par ce dernier en 1997 : 20 % seulement des habitants de la capitale auraient connaissance de l'article « Guerre ou paix ». L'opposition n'a pas désarmé, et la publication de ce sondage est suivie d'une série de réimpressions de l'article en question dans les journaux d'opposition entre 2004 et 2007. L. Ter Petrossian observe les lents progrès de ses arguments, l'œil rivé sur l'échéance électorale suivante de 2008.

4. La question du Haut-Karabagh comme enjeu électoral de l'élection présidentielle de 2008

L'élection présidentielle de 2008 témoigne des effets structurels du conflit sur les reconfigurations politiques arméniennes.

A. L. Ter Petrossian versus S. Sarkissian ou comment la question du Haut-Karabagh continue de travailler la scène politique arménienne

A bien des égards, l'élection présidentielle de 2008 semblerait n'être qu'une répétition plus violente des élections précédentes : le candidat désigné par R. Kotcharian comme son successeur probable, S. Sarkissian, remporte les élections avec une facilité déconcertante dès le premier tour avec 52,8 % des voix contre Levon Ter Petrossian⁵⁷, puis l'administration du président sortant cherche à étouffer les remous postélectoraux par l'emploi de méthodes violentes⁵⁸, affaiblissant encore plus la légitimité du nouvel élu. Comme pour la campagne présidentielle de 2003, les principaux candidats⁵⁹ ont confronté leurs programmes en priorité sur des questions économiques et sociales, auxquelles s'ajoutent les passages obligés

⁵⁶ « Poll gives Kocharian, Ter-Petrosian close ratings on Karabagh », *RFE/RL*, 6 décembre 2004. Sondage mené par *Vox populi*.

⁵⁷ Serge Sarkissian a remporté l'élection au premier tour, avec 52,8 % des suffrages exprimés, Levon Ter Petrossian arrivant second avec 21,5 %. Ce dernier, ainsi que les partis d'opposition ralliés à lui depuis le début de la campagne, n'ont eu de cesse de dénoncer ces résultats, qu'ils jugent frauduleux.

⁵⁸ Des manifestations importantes ont eu lieu dès le lendemain des élections, jusqu'à leur dispersion par les forces de l'ordre le 1^{er} mars, qui a fait dix morts. Les manifestations ont repris quelques semaines plus tard, continuant à mobiliser des milliers de personnes. Le mouvement s'est institutionnalisé en un parti d'opposition, le Congrès national arménien (*Hay Azgayin Congres*), sans représentation parlementaire, voulant aboutir à un changement de pouvoir par les urnes.

⁵⁹ Outre S. Sarkissian et L. Ter Petrossian, Artur Baghdassarian, chef du parti Pays des lois, et Vahan Hovhannissian, de la Fédération révolutionnaire arménienne. Ces deux hommes, qui ont oscillé entre les autorités et l'opposition, n'ont pas réussi à fédérer d'alliance autour d'eux en vue des élections, mais ont pesé dans la dispersion des voix. Ils ont signé un accord de coalition avec le nouveau président peu après la proclamation des résultats.

sur la démocratisation et l'Etat de droit. *A priori*, l'élection de 2008 ne traduirait qu'un dysfonctionnement des institutions censément démocratiques de l'Arménie, témoignant ici comme ailleurs dans l'espace postsoviétique de la difficulté d'une transition vers la démocratie, indépendamment, semble-t-il, du conflit du Haut-Karabagh. Les candidats, et particulièrement ceux qui, comme L. Ter Petrossian et S. Sarkissian, sont d'anciens compagnons dans l'histoire du conflit, feraient-ils une impasse relative sur cette question pour des raisons de stratégie électorale ? La vie politique arménienne se serait-elle, au moins partiellement, affranchie de la question du Haut-Karabagh ?

La structuration du champ politique en 2008 ne se comprendrait pourtant pas sans la référence, y compris implicite, au rôle qu'a joué la question du Haut-Karabagh dans la construction du système politique dans son ensemble depuis la fin des années 1980. Du point de vue des protagonistes, le conflit du Karabagh est déterminant et l'élection de 2008 serait illisible sans remonter au cœur de l'opposition entre S. Sarkissian et L. Ter Petrossian. Second représentant, après R. Kotcharian, d'une élite politique venue du Haut-Karabagh, S. Sarkissian était à la direction administrative de l'armée de la république autoproclamée avant d'être appelé comme ministre de la Défense en Arménie par L. Ter Petrossian, en 1993. Quant à l'ancien président, dix ans après sa démission et vingt ans après le début du mouvement d'indépendance, c'est une figure contrastée, contestée, mais qui ne laisse pas indifférent. Pour les uns, il reste le symbole du mouvement national démocratique ; pour les autres, c'est surtout le président « des années du froid et de l'obscurité » d'un pays privé d'électricité ; pour d'autres encore, un « traître » prêt au compromis honteux avec l'Azerbaïdjan. Son retour et sa campagne extrêmement virulente contre les politiques de R. Kotcharian depuis les attentats du 27 octobre ont en tout état de cause ranimé l'intérêt du public pour la politique. En septembre 2007, il justifie son retour avant tout par une responsabilité morale et politique par rapport à la question non réglée du Haut-Karabagh, question dont la gravité échapperait à la plupart des citoyens ⁶⁰ : « (...) le problème le plus lourd auquel notre peuple, l'Arménie, notre Etat, restent confrontés, le problème dont dépendent et l'avenir de l'Arménie, et le bien-être de notre peuple, et la prospérité de notre économie, [est] celui de la résolution de la question du Haut-Karabagh » ⁶¹. Sa critique concerne le processus de négociations et, plus largement, le traitement de la question du Haut-Karabagh pendant les présidences de R. Kotcharian, – ces dix années passées à ne rien faire, dit-il en substance, sont leur « plus grand crime » ⁶² – mais cette critique n'est plus le fait d'un homme isolé : le soutien que lui apportent les figures les plus en vue des *Yerkrapahs* ainsi qu'Aram Sarkissian – frère du défunt

⁶⁰ A l'occasion du 16^e anniversaire de l'indépendance de la République d'Arménie, le 21 septembre 2007, l'ancien président s'est exprimé devant une assemblée fermée d'invités à l'hôtel Armenia, suscitant une forte attente pour l'élection présidentielle. Il déplore que le problème du Haut-Karabagh ait perdu de son acuité dans l'opinion, tout en reconnaissant une part de responsabilité dans cette évolution.

⁶¹ Traduction de l'auteur : « *Aysor hay joghovrti, Hayastani, mēr bédoutian artchev ganknadz kērakouyn khntir, vorits gakhvadz è yév' Hayastani abakan, yév mēr joghovrti paroroutiune, yév' mēr dndésoutian parkavadjoume, LGH hartsi garkavoroumn è : ».*

⁶² *Loc. cit.*

ministre de la Défense, V. Sarkissian et Stepan Demirdjian, fils du défunt président de l'Assemblée, Karen Demirdjian, signale le déplacement des protagonistes héritiers de la crise de 1997.

En revanche, les programmes électoraux de L. Ter Petrossian et de S. Sarkissian se rejoignent sur la place modeste accordée au conflit du Haut-Karabagh : un paragraphe ressassé, mais nécessaire pour les électeurs inquiets à l'idée de tout bouleversement, expose une ligne générale minimale, à savoir la poursuite des négociations. S. Sarkissian, qui place son programme⁶³ sous le principe de l'« unité du peuple »⁶⁴, aborde la question du Haut-Karabagh immédiatement par un point appelant une politique étrangère plus active et plus avantageuse sur le plan international et régional. Il rappelle brièvement les trois principes de règlement – le droit à l'autodétermination, la sécurité de la population civile et des frontières, et une « frontière globale »⁶⁵ avec l'Arménie –, qui, sans davantage de précision, ne constituent qu'une reprise de la position diplomatique officielle de l'Arménie telle qu'elle a été défendue par tous les dirigeants. L. Ter Petrossian n'en dit pas plus sur ses propres intentions : il fait intervenir le problème du Haut-Karabagh dans un paragraphe consacré à la politique étrangère, un domaine parmi d'autres où il expose « la vraie photographie de l'Arménie de l'ère Kotcharian-Serge »⁶⁶. Une simple critique de l'échec à résoudre le problème, dû selon lui, à l'absence de volonté politique du précédent dirigeant⁶⁷.

Les maigres bénéfices électoraux que les candidats en attendent et non un quelconque désintérêt de la population pour cette question, expliquent sa place modeste dans les programmes. Les enquêtes de l'IRI menées de 2006 à 2008⁶⁸ montrent qu'elle se situe au second rang des préoccupations quotidiennes des sondés,

⁶³ Le programme de Serge Sarkissian était disponible sur un site qui lui était consacré pendant la campagne présidentielle. Depuis son investiture en avril 2008, ce programme est disponible sur le site du président de la République. Voir, pour la version anglaise, http://www.president.am/library/program/program_eng.doc et pour la version arménienne, dont nous nous servons ici, http://www.president.am/library/program/program_arm.doc (consulté en juin 2008).

⁶⁴ « La garantie fondamentale du développement de notre pays est l'unité spirituelle de notre peuple » (« *Mér yérgri zargatsman himnagan yérachkhike mér joghovrti hokévor miasnoutiunn è :* »).

⁶⁵ « La République d'Arménie et la République du Haut-Karabagh doivent avoir une frontière globale » (« *HH-n yév LGH-n bédk è ounéan enthanour sahman :* »).

⁶⁶ Une dénonciation qui suit un développement sur la situation économique et sociale des villages et des provinces de la périphérie : « *aha sa è kotchariana-serjagan chrdjani Hayasdani iragan badkère* » (« voilà la vraie photographie de l'Arménie de l'ère Kotcharian-Serge »).

⁶⁷ Les électeurs seraient, quant à eux, sans doute plus réservés sur ce jugement. Le même sondage ACNIS d'avril 2005 montre que s'ils sont incertains de la volonté politique de leurs dirigeants, ils voient dans les faibles capacités diplomatiques et de propagande de l'Arménie le premier obstacle à une résolution du conflit (37,2 %), en deuxième position la complexité du problème (25,5 %) et en troisième rang seulement l'absence de compromis de la part de l'Azerbaïdjan (23,8 %).

⁶⁸ Cette série de sept enquêtes sur l'état de l'opinion menées par l'IRI entre 2006 et 2008 est disponible sur <http://www.iri.org/Polls.asp> (consulté en juin 2008).

derrière les questions économiques et sociales. Mais elle arrive au premier rang lorsque ceux-ci sont interrogés sur ce qu'ils craignent le plus : l'incertitude du lendemain, le problème du Haut-Karabagh, et/ou la guerre et la sécurité, occupent nettement les premières places, catégories qui se rapportent peu ou prou au conflit non résolu.

B. Les silences des programmes, révélateurs des positions des protagonistes

Le quasi-silence qui entoure cette question paraît néanmoins suspect alors que le conflit continue de déterminer la politique étrangère et les relations économiques du pays, et que son champ politique interne lui-même est en partie structuré par ce paramètre. Depuis 1991, et malgré la volonté des dirigeants arméniens de revoir complètement les relations de leur pays avec ses voisins, le conflit du Haut-Karabagh a surdéterminé les choix de l'Arménie, réduisant sa marge de manœuvre, déjà peu importante. Le besoin de sécurité a dicté un nouveau rapprochement avec la Russie, et une intégration poussée à la CEI, tandis que la perspective de relations avec la Turquie a été compromise par son soutien diplomatique sans faille à l'Azerbaïdjan dans le conflit du Haut-Karabagh, allant jusqu'à manifester sa solidarité dans le blocus de l'Arménie. L'impossibilité de régler le conflit a renforcé ce système d'alliances régionales (Turquie-Azerbaïdjan d'un côté, Arménie-Russie de l'autre) et isolé l'Arménie aussi bien sur le plan diplomatique qu'économique, la Russie s'imposant dans les années 2000 comme un investisseur massif, et souvent exclusif, dans le pays. Dans le programme de S. Sarkissian, le premier soupçon vient de l'absence du terme de compromis, assortie d'une insistance sur l'impossibilité d'un règlement rapide, ce qui laisse penser que le nouveau président ne sera pas prêt à s'engager plus que son prédécesseur. La deuxième étrangeté est l'association entre le principe de « règlement global » (« *meg patéti metch* »), qui avait été le point de litige avec L. Ter Petrossian, et la description des négociations comme une chaîne de points de contentieux à discuter entre les parties qui, « pas à pas », produirait un règlement⁶⁹. On ne saurait mieux dire qu'en dépit de la discussion enragée sur la méthode, le choix de l'une ou de l'autre ne détermine finalement pas la possibilité d'un règlement, et que le candidat S. Sarkissian n'a pas d'opinion arrêtée sur les modalités d'un règlement possible. On ne saurait d'ailleurs lui en faire grief : quatorze années de négociations ont certainement permis de passer en revue, dans tous les ordres possibles, les points de litige du conflit. Troisième absence remarquable, celle de l'état des discussions : S. Sarkissian n'assume pas officiellement une continuité par rapport à son prédécesseur, qu'il n'ait pas de proposition concrète à discuter ou juge possible de faire du neuf avec de l'ancien. Enfin, il n'est pas non plus anodin que S. Sarkissian passe sous silence son origine *karabaghtsie*, ainsi que sa longue expérience dans les coulisses de la négociation comme ministre de la Défense d'Arménie, conscient de l'aigreur profonde de la société arménienne envers ces *Karabaghtsis* qui ont profité de l'accès au pouvoir politique à Erevan pour engranger des bénéfices économiques considérables⁷⁰. Passant aux priorités de son futur gouvernement en politique

⁶⁹ Le règlement « est la totalité d'opérations qui s'effectuent pas à pas. » (« (...) *mi kani kaylov iraganatsvogh kordzoghoutunneri ampoghtchoutiun è :* »).

⁷⁰ Comme dans de nombreux autres Etats postsoviétiques, le pouvoir en place s'est entouré d'hommes d'affaires qui contribuent au financement des partis politiques et des campagnes

étrangère, S. Sarkissian met au premier rang l'amélioration des relations avec tous les pays voisins et particulièrement la Turquie, tout en souhaitant que la résolution du conflit et les autres questions de politique étrangère de l'Arménie soient indépendantes l'une de l'autre.

Le programme de L. Ter Petrossian est une série de réflexions qui s'opposent au cours politique suivi depuis 1998, plutôt que l'exposition de mesures concrètes. Pas plus que son concurrent, il ne mentionne la phase en cours des discussions : prudemment, il réserve sa position pour le cas où il aurait un mandat qui lui permettrait de négocier. Il ne faut pas non plus exclure l'hypothèse que L. Ter-Petrossian n'ait tout simplement pas d'idée arrêtée sur ce que l'Arménie serait capable d'obtenir à l'avenir dans des négociations avec l'Azerbaïdjan, et qu'il n'ait alors qu'à offrir « la démonstration d'une volonté politique de règlement »⁷¹. Si la question du Haut-Karabagh semble être en retrait dans le discours public, on voit bien comment elle continue à peser, y compris par sa force d'inertie, sur la situation *hic et nunc* de l'Arménie.

5. Conclusion

Catalyseur des mouvements nationaux des deux pays, conflit international, question en attente de règlement politique, facteur de légitimation des hommes politiques nationaux, le conflit du Haut-Karabagh a subi des transformations mais reste un élément central des politiques externes et internes de l'Arménie. Le Haut-Karabagh a longtemps été le facteur de légitimation principal, ses acteurs politiques et militaires ont ensuite investi la scène politique à Erevan. Parfois en dépit d'un discours public qui se veut rassurant sur les retombées du conflit, celui-ci a un impact sur tous les choix de politique étrangère et les relations internationales de l'Arménie.

Le discours des autorités arméniennes a toutefois conforté l'illusion d'une stabilité acquise, parfois contre leur gré. Ce mouvement d'effacement progressif de la question du Haut-Karabagh de la vie politique ordinaire de l'Arménie a commencé avec L. Ter Petrossian pour s'accentuer ensuite sous R. Kotcharian. Malgré cette érosion publique, une généalogie des élites politiques met en lumière le rôle essentiel du conflit dans la construction de l'Arménie postsoviétique. La crise de 1997-1998 avait révélé le nœud gordien qui permet l'accès au pouvoir. Dans sa tentative de le dénouer, celui-ci a échappé à L. Ter Petrossian. Une leçon qui n'a pas été perdue pour tout le monde : bien que tirant sa légitimité de son origine, R. Kotcharian, pour conforter son

électorales, tout en bénéficiant de l'immunité parlementaire que leur assure un siège de député. Ce mouvement a commencé aux élections législatives de 1995, mais a pris de l'ampleur avec les vagues de privatisation successives des grandes entreprises à la fin des années 1990 et dans les années 2000, l'essor de la construction immobilière et des activités de service (Erevan ayant sans doute le ratio de cafés par habitant le plus élevé de la région). Ce phénomène, accompagné d'une augmentation régulière de la corruption, a nourri le mécontentement de la population envers la classe politique dans son ensemble, dont la partie la plus en vue se trouve être originaire du Haut-Karabagh (bien qu'il n'y ait évidemment aucune source fiable – à notre connaissance – sur la corruption supposée des plus hautes autorités du pays, mais seulement des bruits plus ou moins bien informés).

⁷¹ « (...) *garkavorman kordzoum kaghakagan gamki drsévouroume* », programme de Levon Ter Petrossian en 2008.

autorité, s'est bien gardé de trop s'impliquer en vue d'une résolution depuis l'échec des négociations de Key West. Parallèlement, il soutient l'ascension du rocher de Sisyphe en déployant une activité importante sur le plan des discussions bilatérales. L'élection de S. Sarkissian, en février 2008, montre que les ressources fournies par le Haut-Karabagh en termes de légitimation politique aussi bien, probablement, que de transmission de pouvoir, se sont épuisées. Sur la vision du conflit du Haut-Karabagh, l'activité et le succès relatif de L. Ter Petrossian à l'élection de 2008 indiquent que la ligne de fracture de 1997 n'a pas disparu.

Il est encore trop tôt pour dire si le second président originaire du Karabagh sera soucieux de résoudre le conflit et s'il saura concrétiser les propositions discutées depuis 2004. Devant les membres du parti républicain ⁷² qui ont voté son investiture comme candidat à l'élection en novembre 2007, S. Sarkissian expliquait : « nous nous approchons doucement mais sûrement du règlement du problème du Haut-Karabagh, mais sans faire de concessions unilatérales » ⁷³. Réponse à peine voilée au retour de L. Ter Petrossian en politique : la critique contre ce dernier serait toujours d'actualité et sur le point de trouver son dénouement dans une résolution acceptable pour la partie arménienne. La mise en retrait progressive de la question du Haut-Karabagh n'empêche pas l'opposition de points de vue sur la place du conflit dans la construction de l'Etat arménien de continuer à travailler la scène politique nationale.

Le chef d'Etat qui parviendra à porter le rocher au sommet de la montagne et à l'y maintenir, autrement dit à conclure un accord de paix acceptable pour toutes les parties au conflit, tranchera en même temps le nœud gordien. D'un côté, L. Ter Petrossian a tenté de le faire en capitalisant sur le coup de théâtre de son retour pour l'élection de 2008, réaffirmant la nécessité d'un règlement. De l'autre, on ne peut exclure d'emblée que Serge Sarkissian, ayant brandi le slogan symptomatique d'« En avant vers une Arménie victorieuse », ne veuille mettre au compte de ses victoires politiques la résolution du conflit du Haut-Karabagh. La faible légitimité dont il dispose aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur (la Russie est un des rares pays à ne pas avoir mis en doute la validité de l'élection de février 2008), rendait un règlement du conflit improbable au début de son mandat. En revanche, un rapprochement avec la Turquie pouvait faire office de démonstration de bonne volonté nécessaire à S. Sarkissian pour atténuer la pression des partenaires occidentaux consécutive à la répression du 1^{er} mars 2008 ⁷⁴.

⁷² Un des partis les mieux organisés et les plus anciens du pays, le parti républicain a été investi par les *Yerkrapahs* en 1995, et a élu Vazguen Sarkissian à sa tête. Après le départ d'une grande partie des *Yerkrapahs* à la suite des attentats du 27 octobre, des alliés de R. Kotcharian (qui n'en a jamais fait partie) et de S. Sarkissian ont investi le parti, qui est devenu un bastion du pouvoir présidentiel au Parlement depuis 2003. Remportant le plus grand nombre de sièges aux élections législatives de 2007, devant le parti créé par le riche homme d'affaires Gagouk Tsaghoukian, proche de R. Kotcharian, il se pose en soutien de la candidature de S. Sarkissian aux élections présidentielles de 2008.

⁷³ Le discours de Serge Sarkissian au 11^e congrès du parti républicain est disponible en arménien sur www.hhk.am/content/arm/11rd_hamagumar.pdf (consulté en juin 2008).

⁷⁴ Le campement devant l'Opéra mis en place par l'opposition depuis l'annonce des résultats a été dispersé sur ordre de R. Kotcharian, et L. Ter Petrossian conduit à son domicile et surveillé. Pour disperser un nouveau rassemblement, commencé dans l'après-midi aux environs

Il a été esquissé par la visite du président Gül à Erevan, à l'occasion d'un match de football le 6 septembre 2008⁷⁵. Mais les propositions turques d'assister l'Arménie et l'Azerbaïdjan dans leur recherche d'une solution au conflit du Haut-Karabagh ne vont pas sans susciter des craintes, en diaspora comme en Arménie : les plus pessimistes voient déjà la médiation de l'OSCE remise en cause au profit de la Turquie, qui ne s'est jamais montrée impartiale dans le conflit. A la suite de la guerre russo-géorgienne d'août 2008, la situation géopolitique au Caucase du Sud a changé. Mais en ce qui concerne l'Arménie, la prudence est toujours de mise : ni l'Arménie – en dépit de son alliance avec la Russie – ni le Haut-Karabagh, qui s'est contenté de féliciter les « frères » abkhazes et ossètes, n'ont emboîté le pas à la Russie dans sa reconnaissance de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud le 26 août 2008. La Turquie a profité de la condamnation de la Russie par ses partenaires européens et américains pour la concurrencer dans son rôle de puissance régionale au Caucase. Le désir de partenariat renforcé des Etats-Unis avec la Turquie et les divisions de l'Europe concernant son adhésion éventuelle à l'Union européenne ont été mises à profit pour lancer une diplomatie à la fois plus agressive envers l'Arménie, en raison du maintien de conditions implicites à la normalisation des relations bilatérales, mais s'inscrivant dans un objectif plus global de « zéro problème aux frontières ». A l'issue de la très controversée « diplomatie du football », une « feuille de route » sur la normalisation des relations a été rendue opportunément publique la veille de la commémoration du génocide arménien, le 23 avril 2009, évitant au président américain Obama d'avoir à tenir la promesse, faite pendant la campagne présidentielle, de reconnaître le génocide arménien. Moins de six mois plus tard, le 10 octobre 2009, un protocole d'accord sur la normalisation a été signé par l'Arménie et la Turquie en Suisse, parrainées par les Etats-Unis, la Russie et la France. Le contenu de ce protocole⁷⁶ a provoqué protestations et manifestations dans la diaspora et en Arménie, sur deux points en particulier : il prévoit la mise en place d'une sous-commission intergouvernementale « sur la dimension historique » devant conduire « un examen scientifique impartial », sans plus de précision quant à l'objet de l'histoire en question ; et il réaffirme le principe d'intégrité territoriale et de non-ingérence dans les affaires intérieures, sans mention du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Le premier point est celui qui a fait l'objet de la désapprobation la plus grande, le génocide – que les gouvernements turcs successifs nient depuis 1920 – étant l'objet évident de cette sous-commission intergouvernementale. Cependant, du point de vue de la diplomatie turque, la question du génocide ne constitue pas le seul – ni peut-être même le principal – problème concernant une éventuelle ouverture des frontières avec l'Arménie. La véritable pierre d'achoppement du processus de normalisation était le conflit du Karabagh,

de l'ambassade de France, le président a, cette fois, fait appel aux services de police et de sécurité. Agissant avec une grande brutalité, ceux-ci ont causé la mort de huit civils, et ont eu à déplorer deux victimes dans leurs rangs. A la date de parution de cet ouvrage, il reste bien des faits à éclaircir sur ces décès et sur l'étendue exacte des ordres qu'ils avaient reçus.

⁷⁵ Voir P. VANRIE, « Le football, étincelle du rapprochement turco-arménien », *La Revue nouvelle*, Bruxelles, octobre 2008, p. 16-18.

⁷⁶ Le texte du protocole en anglais est consultable sur : http://www.armeniapedia.org/index.php?title=Armenia-Turkey_Protocol (consulté le 10 octobre 2009).

comme l'indiquait une déclaration du président turc Erdogan dès le lendemain de la signature : en butte à l'opposition de certains partis nationalistes au Parlement, ce dernier a rappelé, une fois de plus, que la mise en œuvre de l'ouverture de la frontière serait possible « seulement si l'Arménie se retir[ait] des territoires azerbaïdjanais occupés », entendus par son ministre des Affaires étrangères comme « non seulement le Karabagh mais aussi les sept districts adjacents »⁷⁷. Au cours des mois suivant la signature du protocole, la diplomatie turque a refusé de soumettre le protocole aux débats parlementaires tant que le conflit du Karabagh ne serait pas réglé. L'Arménie a, de son côté, refusé de lier les deux questions, soutenant que le conflit du Karabagh ne concernait en aucun cas les relations entre l'Arménie et la Turquie, et que la Turquie tentait de poser des pré-conditions à l'avancée du processus de normalisation, ce qui a conduit le président Sarkissian à suspendre le processus, le 22 avril 2010, sans toutefois renoncer au protocole. Dans une telle configuration régionale, le conflit du Karabagh était et demeure un des verrous principaux de la stabilisation du Caucase du Sud. Mais que les chances d'aboutir à un règlement équitable pour toutes les parties concernées (au premier plan desquelles le Haut-Karabagh, grand absent des négociations) se soient trouvées renforcées depuis le début du mandat de Serge Sarkissian paraît douteux.

⁷⁷ <http://www.armenialiberty.org/content/article/1849079.html> (consulté le 12 octobre 2009).

